

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 09/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DU JOURNAL L'UNION

6, rue Gutenberg
51100 Reims

Références : D3 i 2024 630
Code AIOT : 0005703310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement SOCIETE DU JOURNAL L'UNION implanté 4 RUE GUTENBERG ZONE INDUSTRIELLE COLBERT 51100 REIMS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DU JOURNAL L'UNION
- 4 RUE GUTENBERG ZONE INDUSTRIELLE COLBERT 51100 REIMS
- Code AIOT : 0005703310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Journal L'Union est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008-A-54-IC du 28 avril 2008 pour la rubrique 2450 (imprimerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeur limite d'émission en concentration et en flux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Conception des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.3	Sans objet
3	Nature des COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°	Sans objet
4	Emissions diffuses réduites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
5	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a pour objectif de vérifier la maîtrise des COV (composés organiques volatiles) et de leurs émissions canalisées et diffuses. La visite a permis de constater que les COV sont partiellement maîtrisés. Plusieurs éléments et registres sont absents.

Une lettre de suite préfectorale est proposée à Monsieur le Préfet de la Marne en ce sens et jointe à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Équipements de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf disposition particulière précisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.</p> <p>L'arrêté d'autorisation précise la teneur en oxygène des gaz résiduels à laquelle sont rapportées les valeurs limites sauf dans les cas où l'oxygène est proscrit ou présente un taux négligeable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, une situation administrative a été effectuée. L'arrêté préfectoral d'autorisation datant de 2008, une mise à jour de la situation administrative est nécessaire. Une baisse des quantités et/ou capacités est constatée sur plusieurs rubriques. Cette baisse n'engendre pas de changement de seuil dans les rubriques concernées par le site.</p> <p>Lors de la visite terrain, par sondage, l'inspection constate qu'aucun rejet des installations n'est canalisé. Toutes les émissions sont diffuses et l'air ambiant du local CTP et du hall d'impression est aspiré par une centrale d'air équipée de filtre à charbon actif avant rejet à l'extérieur.</p> <p>Le rapport de rejets atmosphériques de 2023 est établi sur les normes en vigueur (température, pression).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeur limite d'émission en concentration et en flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations et flux des émissions
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 30 ci-après, les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé : [...] 7° Composés organiques volatils : a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m ³ . L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable. [...]
Constats : Le rapport de rejets atmosphériques de 2023 respecte les valeurs limites d'émissions de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-A-54-IC du 28/04/2008. Le plan de gestion des solvants (PGS) transmis lors de la visite indique 0 % de rejets canalisés et 18,85 % de rejets diffus. L'inspection interroge l'exploitant sur cette interprétation de résultat. L'exploitant indique que le PGS va être refait par un organisme extérieur pour comparer les résultats. Le PGS devra être transmis à l'inspection lorsque celui-ci sera effectué. Une évaluation des risques chimiques (ERC) est également transmise à l'inspection. Cette ERC reprend l'inventaire des produits solvantés/non solvantés utilisés dans le process de l'impression. Plusieurs substances concernent des rubriques ICPE dites "SEVESO" (rubriques 4xxx). L'inspection demande à l'exploitant de faire le calcul de ces différentes rubriques 4xxx et de se positionner sur le statut SEVESO du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de transmettre sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">le calcul des différentes rubriques dites "SEVESO" et le positionnement de l'exploitant sur le statut SEVESO de son site sous 3 mois : <ul style="list-style-type: none">le plan de gestion des solvants actualisé
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Nature des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°
Thème(s) : Risques chroniques, COV CMR
Prescription contrôlée : c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. [...]
Constats : L'inspection constate dans l'évaluation des risques chimiques qu'aucun solvant n'utilise de COV CMR (cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Emissions diffuses réduites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses réduites
Prescription contrôlée : I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...] Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : L'inspection constate une absence de système de captage des émissions au niveau des machines d'impression dans le local CTP et le hall d'impression. Une centrale d'air est seulement installée pour l'air ambiant. Les émissions diffuses sont aspirées vers cette centrale d'air munie de filtres à charbon actif avant rejet vers l'extérieur. En conclusion, l'inspection des installations classées constate qu'il n'y a pas de rejets canalisés dans le local CTP et le hall d'impression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalité de surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire
Prescription contrôlée : [...] II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...] III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.[...]
Constats : Les rapports de rejets atmosphériques sont faits annuellement par un organisme agréé. Le rapport répond aux différentes normes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entretien des traitements des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions
Prescription contrôlée : Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...] Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'y a pas de système d'alarme sur les machines en cas de dysfonctionnement des rejets atmosphériques car les mesures des rejets ne sont pas continues. Les émissaires sont équipés de filtre à charbon actif. Cependant, ceux-ci ne sont pas contrôlés mensuellement. Les filtres à charbon actif sont changés annuellement. Aucun registre justifie cette maintenance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de vérifier mensuellement l'état des filtres à charbon actif. La vérification doit être consignée dans un registre de maintenance. L'exploitant doit transmettre sous un mois : <ul style="list-style-type: none">le justificatif de la mise en place d'un registre de maintenance concernant l'état des filtres à charbon ainsi que la périodicité de changement de ceux-ci.

Une lettre de suite préfectorale est proposée à Monsieur le Préfet de la Marne en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Conception des traitements des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Conception des traitements des émissions

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre [...]

Constats :

L'inspection constate qu'aucun registre incident/accident n'est mis en place par la société.
Il n'y a pas de système de détection de fuite.

Aucune procédure de conduite en cas de dysfonctionnement n'est affichée.

Le personnel est sensibilisé, via une formation, à l'utilisation des solvants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place sous 1 mois :

- Un registre recensant les incidents/accidents ;
- Une procédure de conduite en cas de dysfonctionnement.

Une lettre de suite préfectorale est proposée à Monsieur le Préfet de la Marne en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Les plans de gestion de solvants (PGS) 2022 et 2023 sont transmis à l'inspection. Le PGS de 2022 indique une consommation de 1.5 tonnes de solvants sur l'année. Le PGS de 2023 indique une consommation de 2.4 tonnes de solvants sur l'année. Plusieurs incohérences sont présentes dans les PGS. Il est mentionné en 2023 pour O1 un taux d'émissions diffuses de 18.95% pour 0% de canalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection doit justifier : Sous un mois : <ul style="list-style-type: none">• Le calcul O1 de son plan de gestion de solvants. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne d'émettre une lettre de suite préfectorale concernant ces justifications.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois